



APPEL À PROJETS 2020
Mise en place d'actions collectives de prévention
pour les plus de 60 ans et leurs proches aidants

CONFERENCE DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE
D'AUTONOMIE

INFORMATIONS PRATIQUES

Date limite de réception des dossiers de candidature :
Le vendredi 20 décembre 2019

Le dossier dûment complété est à envoyer par voie électronique ou postale, sous la référence :
Candidature Appel à projet 2020 (AAP) Conférence des financeurs de la Lozère

- Par mail, le dossier de candidature complété et les pièces à joindre à l'adresse suivante :

cfppa@lozere.fr

- Par courrier: le dossier de candidature complété et les pièces à joindre à l'adresse suivante :

Hôtel du Département
Maison Départementale de l'Autonomie
Conférence des financeurs de la Prévention
de la Perte d'Autonomie / AAP 2020
4, rue de la Rovère - B.P 24
48001 MENDE Cedex

Cet Appel à projet (AAP) s'inscrit, d'une part, dans la limite des crédits disponibles annuels au titre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et d'autre part, de l'éligibilité de l'action aux concours financiers définis Art. L233-1 du CASF

Ce dossier peut être téléchargé à partir du site internet du Conseil départemental : lozere.fr

Attention : les dossiers incomplets ne seront pas examinés et vous seront retournés au motif de l'irrecevabilité.

CONTEXTE

La prévention de la perte d'autonomie et le maintien à domicile des personnes âgées constituent une priorité de la loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV). Aussi, les actions menées par le Département de la Lozère dans le cadre de son Schéma Départemental Unique des Solidarités (2018-2022) s'inscrivent dans une démarche de prévention.

La loi ASV prévoit la mise en place, dans chaque département, d'une « Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées » (CFPPA). Le dispositif favorise la participation la plus large possible des différents partenaires et acteurs du territoire, publics et privés, concourant au développement de missions ou d'actions en faveur de la prévention. La CFPPA rassemble, au niveau local, les financeurs de la perte d'autonomie :

- Le Conseil départemental de la Lozère en sa qualité de chef de file de l'action sociale et pilote de la politique gérontologique, et assurant la présidence de la CFPPA,
- L'Agence régionale de santé (ARS) au titre de ses compétences et assurant la Vice-présidence de la Conférence des financeurs,
- l'État au titre de ses compétences, à travers l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) ,
- La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM / CCSS)
- Au titre de leur offre commune inter-régime pour la prévention et la préservation de l'autonomie :
 - La CARSAT
 - La Mutualité Sociale Agricole (MSA) L
 - Le Régime Social des Indépendants (RSI) LR
- La Mutualité Française Occitanie
- L'AGIRC-ARRCO en tant que représentant des institutions retraite complémentaires,
- Les collectivités territoriales.

En tant qu'instance de coordination institutionnelle, la CFPPA a pour mission de définir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie, en complément des prestations légales ou réglementaires. Elle fédère les acteurs du secteur sur des actions et des stratégies partagées au service de la construction de réponse plus lisibles et cohérentes pour les personnes âgées.

À cet effet, un diagnostic des besoins des personnes âgées de plus de 60 ans et résidents sur le territoire départemental a été établi. Il a donné lieu au programme coordonné de financement dont l'axe 5 « Développement d'autres actions collectives de prévention » fonde le lancement de cet Appel à Projet du Département de la Lozère. En parallèle, un appel à projet est mis en place pour les actions relatives à l'axe 1 du programme coordonné de financement « Améliorer l'accès aux équipements et aides techniques ».

L'objet de cet Appel à Projet est de faire émerger et de soutenir des projets de prévention de la perte d'autonomie permettant de diversifier les modalités de réponses aux besoins repérés.

STRUCTURES SUBVENTIONNABLES

1. Porteurs de projets éligibles :

Toute personne morale peut déposer un projet d'action collective de prévention à destination des personnes âgées de plus de 60 ans vivant à domicile ou en faveur de leurs proches aidants, quel que soit son statut juridique (services d'aide à domicile, associations, structures médico-sociales, collectivités territoriales, sociétés privées, syndicats mixtes, Etablissements Publics Coopération Intercommunale...)

Les résidences autonomie ne sont pas éligibles dans le cadre de cet Appel à Projet (AAP).

2. Conditions d'éligibilité :

- Avoir une existence juridique d'au moins un an,
- Être en capacité de soutenir économiquement et financièrement le projet proposé,
- Avoir retourné le dossier dûment complété ainsi que les pièces à joindre avant la date limite de dépôt des dossiers (20 décembre 2019),
- Faire apparaître une part de co-financement, d'auto-financement ou la valorisation de ressources internes ; veiller à faire apparaître ces éléments dans votre fiche « budget »,
- Justifier de l'ancrage territorial de l'action.

OBJECTIFS

Cet Appel à Projet concerne :

Les actions collectives de prévention de la perte d'autonomie des personnes de 60 ans et plus vivant à domicile et leurs proches aidants ; qui visent à les informer, les sensibiliser ou à modifier des comportements individuels en vue d'éviter, de limiter ou de retarder la perte d'autonomie.

Le projet présenté devra répondre à la thématique 4 de l'axe 4 « Soutien des actions d'accompagnement des proches aidants » ou à une des thématiques de l'axe 5 « Développer d'autres actions collectives de prévention » du Programme coordonné de financement, fondement de l'Appel à Projet du Département de la Lozère (voir annexe 1).

Les thématiques concernées par cet AAP sont :

Axe 4 :

1. Partager, centraliser et structurer l'information à destination des aidants sur les aides et les dispositifs de répit existants, moderniser la communication sur le répit et travailler sur les freins psychologiques du recours à l'aide.

2. Inciter et soutenir l'implantation d'actions à destination des aidants dans une logique de couverture territoriale

3. Envisager une démarche de diagnostic et d'optimisation des dispositifs d'accueil de jours et d'hébergement temporaire

4. Expérimenter et développer des solutions innovantes en matière de soutien aux proches aidants

Axe 5 : tous les thèmes de l'axe 5

Thème 1 : Actions en matière de santé

1. 1 Développer la pratique d'activités physiques

1. 2 Promouvoir une alimentation favorable à la santé des personnes âgées

1. 3 Autres actions liées à la santé

Thème 2 : Développer des actions en faveur du lien social et du bien vieillir

2. 1 Lutter contre l'isolement des seniors

2. 2 Favoriser l'estime de soi et les actions intergénérationnelles

NIVEAU GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

Seront financés les projets portés sur le territoire de la Lozère.

POPULATION CIBLE

Les actions collectives de prévention doivent cibler les personnes de plus de 60 ans vivant à domicile ou leurs proches aidants. Le projet doit concerner des personnes autonomes ou en perte d'autonomie pour une partie d'entre-elles.

Les actions collectives de prévention devront, pour au moins 40 % des dépenses, être consacrées à des personnes non éligibles à l'APA (Allocation Personnalisée à l'Autonomie). Cette contrainte ne s'applique pas aux actions à destination des proches aidants.

Ne seront pas financées au titre des actions collectives de prévention de la Conférence des financeurs :

- les actions destinées aux professionnels,
- les actions dédiées aux personnes de plus de 60 ans résidant en EHPAD ou résidences autonomie.

Les actions dédiées à ces publics font, en effet, l'objet de conventionnements spécifiques (Forfait autonomie pour les établissements).

EVALUATION ATTENDUE

Les porteurs de projet doivent anticiper les modalités d'évaluation des actions qu'ils développeront. L'évaluation portera sur le taux de participation et le profil des participants et apportera des éléments relatifs à l'impact sur les bénéficiaires de l'action (quantitatif et qualitatif comprenant un questionnaire de satisfaction des bénéficiaires).

À ce titre, le tableau élaboré par la CNSA qui sera à compléter est joint en annexe 2 au présent règlement d'appel à candidature. Ce tableau sera remis en version numérique aux candidats retenus à l'appui de la convention.

ENGAGEMENT DES PORTEURS DE PROJETS

Le porteur de projet s'engage à fournir les données nécessaires au suivi et au contrôle de la subvention en adressant au Conseil départemental, conformément au cadre de pilotage du programme coordonné d'actions fixé par la CNSA :

- Au 31 juillet 2020 le point d'étape, bilan qualitatif et quantitatif,
- Au 10 décembre 2020 le bilan financier des actions engagées et bilan global (qualitatif et quantitatif)

Les bilans devront être établis selon la trame de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie. Un bilan qualitatif devra être remis conformément au document adressé par le Département au porteur de projet.

CRITERE DE SELECTION

1. Forme du projet

Les projets présentés doivent impérativement s'inscrire en complémentarité et synergie de l'écosystème existant sur le territoire : ils doivent tenir compte des acteurs, opérateurs et actions déjà développées, offrir des propositions complémentaires, ne pas générer de confusion en doublonnant ou se superposant à l'existant.

Une attention particulière devra être apportée lors de la réalisation des actions à :

- la mobilité
- l'accessibilité
- la communication

Ne seront pas acceptés au titre de cet AAP :

- Les actions à visée commerciale ;
- Les actions individuelles de prévention,
- Les actions préexistantes à la mise en place de la CFPPA ; en effet, l'objectif de la CFPPA est de produire un effet levier et donc de faire naître de nouvelles initiatives ; en aucun cas, les financements de la CFPPA ne se substitueront aux financements traditionnels des porteurs de projets ;
- Les actions relevant du champ d'une autre section du budget de la CNSA (fonctionnement des établissements ou services sociaux ou médico-sociaux pour personnes âgées ou handicapées ; aides directes aux personnes ; renforcement de la professionnalisation...)

2. Examen et sélection des dossiers

Dès réception du dossier un accusé de réception de dépôt de candidature vous sera envoyé par mail. Les dossiers reçus feront l'objet d'une présélection matérielle : les candidats devront présenter des dossiers complets au sein desquels l'ensemble des items devront être renseignés, faute de quoi ils ne pourront faire l'objet d'une instruction de fond.

Les dossiers présélectionnés seront présentés lors des réunions de la CFPPA dont les membres étudieront la demande (analyse de la pertinence des projets et de la cohérence du budget), et détermineront le cas échéant le montant de la participation financière attribuée aux projets retenus.

Le nombre de projets retenus tiendra compte de l'enveloppe financière globale affectée à l'Appel à Projet. La décision vous sera communiquée par voie postale dans les meilleurs délais.

L'attribution de la participation financière sera formalisée par une convention entre le représentant de la Conférence des financeurs, Madame la Présidente du Conseil départemental de la Lozère, ou par délégation ses représentants, et l'organisme porteur de projet.

Elle précise les actions/projets, leur durée, leur montant, les modalités de versement de la participation financière de la CFPPA et les modalités d'évaluation des actions/projets.

Chaque action devra être réalisée avant le 30 novembre 2020. Par ailleurs les financements alloués au titre de la CFPPA devront être liquidés au plus tard le 10 décembre 2020.

DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Il s'agit des dépenses imputables à la réalisation du projet sur l'exercice en cours : frais de personnel au prorata du temps de travail consacré au projet, rémunérations d'intervenants extérieurs, frais de déplacements, locations de salles, fournitures, supports de communication... Les projets qui seront retenus peuvent concerner la mise en œuvre d'actions concrètes ainsi que le soutien aux aidants familiaux. Les financements accordés par la CFPPA peuvent financer tout ou partie du projet.

Sous réserve de la disponibilité des crédits versés par la CNSA au Conseil départemental, la participation financière de la CFPPA est versée dans les conditions suivantes :

- un acompte de 70 % du montant total du financement de l'action est versé au plus tard un mois après la date de signature de la convention ;
- le solde du montant de la subvention est attribué après la réception et validation du bilan qualitatif et quantitatif de l'action et du compte-rendu financier de mise en œuvre de l'action.

NB : Les actions ou projets achevés lors de la présentation du dossier ne peuvent pas faire l'objet d'un financement rétroactif.

DEMARRAGE DES PROJETS

- L'information relative aux projets retenus sera diffusée au plus tôt.
- Les actions et études conduites dans le cadre de cet appel à projets devront débuter dans les 3 mois suivant la notification de financement.

RAPPELS

Les candidats s'engagent à ne communiquer que des informations exactes, réelles et sincères.

La recevabilité du dossier de candidature ne vaut pas un engagement du Conseil départemental de la Lozère pour l'octroi de financement au titre de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA). Toute décision de participation financière de la collectivité est prise après avis de la CFPPA de la Lozère.

La CFPPA soutient des dépenses de projets ponctuelles, limitées dans le temps et qui ne doivent pas se confondre avec une subvention de fonctionnement.

PIECES A JOINDRE A VOTRE DOSSIER

Merci de joindre au présent dossier de candidature, dûment complété, les pièces suivantes :

- ✓ Délégation de signature le cas échéant
- ✓ Bilan et comptes d'exploitation de l'année précédentes
- ✓ Relevé d'identité bancaire ou postal
- ✓ Copie des derniers statuts déposés ou approuvés datés et signés
- ✓ Photocopie du récépissé de déclaration de l'association à la Préfecture le cas échéant
- ✓ Compte de résultat du dernier exercice clôturé daté, tamponné et signé
- ✓ Extrait K-bis, le cas échéant

Toutes pièces demandées font partie intégrante du dossier de candidature. Veuillez les transmettre dûment remplies, datées et signées afin que votre dossier soit considéré complet.

Tout dossier incomplet sera reconnu irrecevable.

En cas de demande de financements au titre de plusieurs actions, les partenaires sont invités à retourner un dossier pour chacune des actions sollicitées.

Extrait du Programme coordonné de financement de la conférence des financeurs

Axe 4 : Soutien des actions d'accompagnement des proches aidants

- Partager, centraliser et structurer l'information à destination des aidants sur les aides et les dispositifs de répit existants, moderniser la communication sur le répit et travailler sur les freins psychologiques du recours à l'aide. Deux axes importants : d'une part, la communication auprès des professionnels dans l'orientation des aidants, d'autre part, la communication auprès du grand public pour viser directement les aidants.
- Inciter et soutenir l'implantation d'actions à destination des aidants dans une logique de couverture territoriale et d'une meilleure accessibilité de l'offre : formation à destination des aidants et des professionnels, groupes de soutien et de paroles, etc.
- Envisager une démarche de diagnostic et d'optimisation des dispositifs d'accueil de jours et d'hébergement temporaire .
- Expérimenter et développer des solutions innovantes : répit à domicile (balluchonnage), garde de nuit, plate-forme de mise en relation avec les aidants, déploiement des outils de communications.

Axe 5 : Développement d'autres actions collectives de prévention

Thème 1 : Actions en matière de santé

Développer la pratique d'activités physiques :

- Impulser, développer et valoriser les offres d'activités physiques accessibles et adaptées à tous pour proposer aux seniors une pratique suffisante, régulière et encadrée. Développer les actions liées à la lutte contre la sédentarité dans leur environnement de proximité.
- Prévenir les chutes : encourager les actions visant le maintien de la mobilité, de l'équilibre, des bon geste en cas de chute.
- Favoriser la coordination entre les différents partenaires du champ de l'activité physique et de la santé.
- Sensibiliser les collectivités à la nécessité d'un environnement favorable et accessible à la pratique de l'activité physique : problématique de l'éloignement des lieux de pratiques, difficultés liées aux transports, etc.

Promouvoir une alimentation favorable à la santé des personnes âgées :

- Garantir l'accès à une alimentation favorable à la santé des seniors : mobilité des personnes âgées, accessibilités aux commerces, etc.
- Prévenir la malnutrition ou la dénutrition, en développant et en mutualisant les actions collectives de prévention en faveur d'une alimentation équilibrée et favorable à la santé.
- Promouvoir la visibilité et l'accès aux actions de prévention nutritionnelle.

Autres actions liées à la santé :

- Communiquer auprès des seniors sur les risques liés aux phénomènes d'automédication.
- Développer des actions de prévention sur le sommeil.
- Développer des actions sur le thème de la mémoire.

Thème 2 : Développer des actions en faveur du lien social et du bien vieillir

Lutter contre l'isolement des seniors :

- Lutter contre la problématique de l'isolement des personnes âgées, par le repérage et la prise en compte des facteurs de risque de rupture du lien social : veille des acteurs, cartographie de l'isolement. Développer des outils permettant la détection des situations à risque le plus précocement possible.
- Sensibiliser aux thématiques de la sécurité routière : stage de remise à niveau, documents d'informations, journées de sensibilisation, etc.
- Accompagner vers l'usage du numérique : stage découverte, apprendre à communiquer via les outils numériques, démarches administratives en ligne, etc.

Favoriser l'estime de soi et les actions intergénérationnelles :

- Mettre en place des actions intergénérationnelles, mobilisant les jeunes pour un appui aux actions initiées, et la promotion du dialogue entre les générations. Développer les dispositifs de cohabitation intergénérationnelle.
- Soutenir l'action des cercles de socialisation accessibles aux seniors (clubs, associations, etc.)
- Promouvoir l'estime de soi : ateliers socio-esthétiques, activités de partage de connaissance, etc.

ANNEXE 2

Uтил d'analyse des financements - Conférence départementale des financeurs

		A remplir par le porteur de projet													
Type d'actions financées		Nombre de bénéficiaires							Nombre d'aide ou d'actions financées	Montant financier global	Montant moyen financé par personne (calcul de cohérence)	Localisation des actions (communes)			
Nomenclature des actions		Hommes	Femmes	GIR 1 à 4	GIR 5 à 6 ou non GIRé	De 60 à 69 ans	De 70 à 79 ans	De 80 ans et plus					Total		
Accès aux équipements et Aides techniques individuelles	Total Aides techniques dont :														
	Autres aides techniques														
	Total NTIC dont :														
	Téléassistance														
	Pack domotique														
	Autres nouvelles technologies														
Actions de prévention Collectives	Santé Globale/Bien vieillir dont :														
	Nutrition														
	Mémoire														
	Sommeil														
	Activités physiques et atelier équilibre/prévention des chutes														
	Bien-être et estime de soi														
	Habitat et cadre de vie (dont sécurité domicile)														
	Sécurité routière														
	Accès aux droits														
	formation														
	Préparation à la retraite														
	Autres actions collectives														
	TOTAL														
	Soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants	Information													
Formation															
Soutien social et / ou moral															
Prévention santé															
	TOTAL														